



FDU-INKINGI
Forces Démocratiques Unifiées
United Democratic Forces



☎+32-485-19-80-30 / +33(0)6.43.02.84.41

info@fdu-rwanda.com; <http://fdu-rwanda.com>

COMITE DIRECTEUR – STEERING COMMITTEE

“Pour un Etat de Droit, la Démocratie et l’Egalité de chances” ; “For the rule of law, democracy and equal opportunity”

LES FDU-INKINGI SONT PRÉOCCUPÉES PAR LA SITUATION A L’EST DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ET DÉNONCENT L’AGRESSION PAR L’ARMÉE DU FPR.

Les FDU-Inkingi, parti rwandais d’opposition au régime du FPR, sont préoccupées par la recrudescence de la violence à l’Est de la République Démocratique du Congo. Les FDU-Inkingi restent solidaires du peuple congolais et expriment leur profonde compassion au peuple frère pour toutes les violences subies depuis 1996, date du déclenchement de la Première Guerre du Congo par l’AFDL et son premier soutien, l’Armée Patriotique Rwandaise, devenue depuis lors RDF (Rwandese Defense Forces).

Les FDU-Inkingi constatent que les raisons avancées par le régime rwandais sont des faux prétextes pour justifier une agression, une ingérence et un pillage qui ont trop duré au détriment du peuple congolais.

Les FDU-Inkingi expriment aussi leur profonde gratitude au peuple congolais pour son hospitalité légendaire surtout envers le peuple rwandais lors des cycles de violence qu’a connu le Rwanda notamment en 1959 et en 1994, avec un déversement de près de deux millions de réfugiés rwandais sur le sol congolais. Cette hospitalité du peuple congolais mérite notre reconnaissance en lieu et place de l’agression dont les congolais sont victimes aujourd’hui.

La situation sur le terrain à l’Est de la RDC.

Depuis quelques semaines, les combats font rage entre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et les rebelles du M23, revigorées par une présence massive des éléments des Rwandese Defense Forces (RDF), l’armée du FPR qui dirige le Rwanda d’une main de fer depuis 1994. Ces derniers jours, la coalition M23-RDF a conquis les localités de Rutshuru et de Kiwanja, semant la débandade parmi la population civile et les réfugiés rwandais que les militaires du FPR ont l’habitude de traquer comme du gibier depuis la première guerre du Congo de 1996. Rappelons que pendant cette guerre, [des actes de génocide ont été commis contre ces réfugiés Hutus](#) rwandais ainsi que la population congolaise autochtone qui les avait accueillis, comme le révèle le Rapport Mapping exercice 2010, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l’Homme. Tous les regards sont actuellement tournés vers la ville de Goma qui pourrait être le prochain théâtre des combats et de son lot de souffrances et de réfugiés.

Le M23 est un mouvement-écran du régime rwandais, créé pour mener une guerre par procuration.

Le Mouvement du 23 Mars (M23), créé par les anciens membres du CNDP du tristement célèbre Général Laurent Nkunda (celui-ci est toujours en villégiature au Rwanda malgré les réclamations de Kinshasa en vue de son extradition pour être jugé au Congo) a été vaincu en 2013, grâce à la pression militaire exercée par

l'Armée Congolaise (FARDC) et la Mission des Nations Unies au Congo (MONUSCO) d'une part, et la pression du gouvernement des Etats Unis sur le Rwanda pour qu'il cesse son soutien au groupe rebelle d'autre part, cela après que plusieurs enquêtes ont révélé que ce groupe avait été formé et soutenu par le Rwanda. Un autre Général, célèbre pour ses crimes en tant que chef de l'UPC/FPLC en Ituri, Bosco Ntaganda, aussi ancien du CNDP, a été condamné par la Cour Pénale Internationale de La Haye pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Certains de ses anciens camarades de crimes constituent encore aujourd'hui l'ossature du M23.

En 2022, un nouveau rapport des Nations Unies confirme les liens entre le Rwanda et le M23. Le président du Comité des Affaires Étrangères du Sénat des USA, Bob MENDEZ a déclaré que le soutien du Rwanda aux rebelles qui attaquent les civils, les soldats de la paix de l'ONU (MONUSCO) et les FARDC dans l'Est de la RDC est inacceptable et a appelé le Bureau des affaires africaines à « enquêter immédiatement et demander des comptes aux responsables ».

Le régime du FPR qui soutient donc le M23 n'arrive plus à s'en cacher, allant jusqu'aux pourparlers de Paix de Luanda et de Nairobi, comme porte-parole des revendications de ce Mouvement M23.

Les raisons avancées par le régime rwandais sont des faux prétextes pour justifier une agression, une ingérence et un pillage qui ont trop duré au détriment du peuple congolais.

Qu'est-ce qui pousse le régime du FPR et son armée, à attaquer de façon répétitive un pays frère avec qui nous partageons beaucoup et qui s'est toujours montré disponible pour répondre aux besoins sécuritaires du Rwanda ?

Le Rwanda n'a pas été attaqué. Les autorités rwandaises avancent pêle-mêle la défense des populations rwandophones du Kivu ainsi que la traque des rebelles rwandais du FDLR.

Le prétexte concernant les rwandophones ne résiste pas à l'analyse, car la RDC est un conglomérat de plus de 500 ethnies diverses, et aucune n'a de problèmes comme ceux exprimés par le Rwanda à l'égard des rwandophones du Kivu. En outre, ces populations étant congolaises, pourquoi le Rwanda se sentirait-il concerné par les problèmes des populations d'un pays tiers?

Ces populations rwandophones ont des représentants au sein des institutions congolaises et leurs différentes demandes peuvent être réglées par le dialogue par les autorités et le gouvernement congolais sans nécessité d'une ingérence rwandaise.

Concernant les FDLR, plusieurs opérations militaires (Umoja Wetu, Sokola 1&2,...) ont été conjointement menées par les armées congolaise et rwandaise depuis 2010 et ces rebelles ont été sérieusement détruits si bien que les rares rescapés ne constituent pas un réel danger pour la sécurité du Rwanda. En revanche, des informations fiables font état de rebelles rapatriés au Rwanda suites à différents accords et opérations militaires entre la RDC et le Rwanda et qui sont recyclés et renvoyés en RDC par le gouvernement rwandais pour servir de justification à ces opérations interminables de l'armée rwandaise. Quand [le général James Kabarebe est devenu chef d'Etat major de l'armée de la RDC](#), il n'était pas à la chasse des FDLR !

De ce qui précède, les FDU-Inkingi concluent que les raisons avancées par le gouvernement du Rwanda, sont des prétextes. Différents rapports des experts internationaux ont plutôt épinglé l'appétit du régime rwandais pour les minerais congolais, notamment ceux qui sont utilisés dans les nouvelles technologies dont le Rwanda, qui n'en possède pourtant pas dans son sous-sol, est devenu curieusement un des principaux exportateurs.

Tout en poursuivant l'objectif de pillage de minerais congolais, l'armée rwandaise profite pour assassiner des réfugiés hutus rwandais rescapés des précédents massacres de 1996 à 2003 ou des massacres commis par les rébellions ultérieures. En même temps, l'armée du FPR s'en prend à la population congolaise qui habite près

des zones d'exploitation des minerais qu'elle veut contrôler ou qui se voient reprocher d'avoir accueilli les réfugiés Hutus rwandais.

Les FDU-Inkingi condamnent l'agression du régime rwandais et appellent à une solution politique par le dialogue inter-rwandais.

Les FDU-Inkingi en appellent donc à la communauté internationale, notamment les Nations-Unies, l'Union Européenne, la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC), la Communauté des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté des Etats d'Afrique Australe (SADC), la Conférence Internationale sur la Région des Grands-Lacs (CIRGL) ainsi que les principaux bailleurs de fonds du Rwanda (USA, UK, France, Canada, Belgique, Pays-Bas,...) à exercer de vraies pressions sur le régime rwandais, voire à prendre de sévères sanctions à l'instar de celles prises contre la Russie après son invasion de l'Ukraine, jusqu'à ce qu'il cesse définitivement de soutenir le Mouvement M23. Ceci conduira à la disparition pure et simple de sa branche militaire et de ses violences.

Les FDU-Inkingi constatent que les autorités politiques congolaises se sont toujours montrées disponibles pour engager des discussions avec leurs ressortissants pour résoudre les problèmes d'ordre politique. Par contre, les FDU-Inkingi notent que les autorités du Rwanda restent obtuses et deviennent agressives lorsque des négociations sont évoquées avec leurs opposants.

Le gouvernement rwandais devrait appliquer à lui-même les mêmes conseils qu'il veut donner au gouvernement congolais, à savoir discuter avec ses opposants politiques et militaires afin de résoudre définitivement les problèmes politiques qui engendrent l'insécurité dans la région. En effet, la fermeture de l'espace politique et l'absence de démocratie au Rwanda sont les principales causes d'insécurité dans toute la région.

Les FDU-Inkingi demandent que la protection des populations vulnérables soit une priorité et que la justice mette fin à l'impunité.

Enfin, les FDU-Inkingi demandent au gouvernement congolais et à la communauté internationale, notamment le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (HCR), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme ainsi que la MONUSCO, de veiller attentivement à la population réfugiée (qui était estimée par un rapport du HCR à près de 250.000 âmes) et aux déplacés internes, eu égard aux atrocités commises naguère sur ces populations par l'armée du FPR lors de ses différentes campagnes militaires ou incursions armées en RDC.

Les FDU-Inkingi rappellent enfin que les crimes commis par le passé et qui sont répertoriés dans le Rapport Mapping Exercise de 2010, sont restés impunis et que cela encourage les criminels de tout bord. Les FDU-Inkingi estiment qu'il est temps que ce rapport connaisse des suites judiciaires appropriées, cela étant aussi la demande du Prix Nobel de la Paix 2018, le docteur Denis MUKWEGE.

C'est par la justice et l'éradication de l'impunité que le pillage des ressources congolaises et les assassinats des innocents cesseront, que la paix pourra être restaurée, que les lois nationales et internationales seront respectées et que les peuples pourront vivre et cohabiter en paix et dans un développement durable.

Fait à Paris, le 03 Novembre 2022

Dr MWISENEZA Emmanuel

Premier Vice-Président des FDU-Inkingi